

Le « serial entrepreneur » publie une critique constructive de la mondialisation, pour ne pas laisser ce débat aux anticapitalistes et aux nationalistes.



Marie-Cécile Renault
mcrenault@lefigaro.fr

Créateur d'entreprise à succès (Business Objects, Klala), fondateur du réseau d'entrepreneurs Croissance Plus et du mouvement politique Nous Citoyens, business angel, président de Nature&PeopleFirst, une entreprise spécialisée dans le stockage d'énergies renouvelables, Denis Payre publie *Le Contrat mondial*, aux Éditions First. Un cri d'alerte pour que l'humain et la nature soient enfin mis au cœur de la mondialisation. Passionnant !

LE FIGARO. - La crise sanitaire a révélé une perte de contrôle sur les masques, les médicaments... Redoutez-vous un risque de perte de souveraineté ?

Denis PAYRE. - Les Occidentaux ont complètement laissé tomber les industries manufacturières au profit des pays émergents et de la Chine. Résultat, on ne maîtrise plus notre avenir sur de nombreux sujets. La pandémie l'a montré. C'est aussi le cas dans les infrastructures essentielles. Dans les télécoms, l'émergence de Huawei est emblématique face aux Américains, qui n'ont plus d'acteurs puisque Lucent a été absorbé par Alcatel, lui-même absorbé par Nokia. Avec un risque d'espionnage des conversations, mais aussi de voir l'adversaire à tout moment prendre le contrôle d'équipements 5G qui pilotent des réseaux de voitures autonomes ou des opérations chirurgicales. C'est vrai aussi dans l'énergie, à tel point que les Américains ne veulent plus aucun équipement chinois dans leurs réseaux électriques. Cette perte de souveraineté

Denis Payre : « Arrêtons de donner une prime aux exploités et aux pollueurs »



RENCONTRE
« Le vote Trump, comme le Brexit en Grande-Bretagne ou les "gilets jaunes" en France, est une protestation des classes populaires, qui ont vu leurs emplois délocalisés et se sentent abandonnés par les élites. »

a été rendue possible par un triple dumping. Un dumping classique, fait de subventions massives, qui commence à être dénoncé. Mais aussi un dumping social et environnemental, qui reste toléré. Je le vois tous les jours. Sur le plan social, mes salariés sont bien payés, ont une retraite, la sécurité sociale, l'accès aux prud'hommes si besoin, et c'est formidable. Mais je suis en concurrence avec des fabricants de batterie chinois, qui extraient du cobalt dans des mines au Congo, où des enfants travaillent pour 25 centimes de l'heure, sans masque, ni casque, ni gants. Puis le cobalt est raffiné en Chine, où il n'y a ni syndicats libres ni droit de grève, des salaires 5 à 10 fois inférieurs et une protection sociale faible. Sur le plan environnemental, les écarts aussi sont majeurs : sur un chantier en Martinique, j'ai détourné une conduite pour ne pas déranger la nidification des orioles, des oiseaux endémiques, alors que, pour extraire du lithium en Chine, mes concurrents déversent dans les rivières des produits toxiques qui tuent des milliers de poissons.

Pourquoi cette concurrence déloyale expose-t-elle l'Occident à une crise sociale et politique majeure ?

Si 74 millions d'Américains ont encore voté pour Trump, alors que le personnage est détestable et outrancier, c'est parce que le Middle West et la « Rust Belt » ont perdu leurs industries historiques, délocalisées en Chine ou au Mexique. D'où le sentiment de déclassement de la classe moyenne, qui n'a plus le même niveau de vie qu'autrefois. Selon une étude de la Fed, la Réserve fédérale américaine, 40 % des foyers américains n'ont même pas 400 dollars devant eux pour faire face à une urgence. Le vote Trump, comme le Brexit en Grande-Bretagne ou les « gilets jaunes » en France, est une protestation des classes populaires, qui ont vu leurs emplois délocalisés et se sentent abandonnés par les élites. Cela crée les conditions d'une crise sociale majeure, qui couve partout et s'est traduite par la prise du Capitole à Washington.

Comment en est-on arrivé là ?

Dans les années 1980, les pays occidentaux ont subi le choc d'excellence japonais. Reposant sur des méthodes de management très innovantes, celui-ci s'est traduit par des voitures peu chères de bonne qualité, des magnétoscopes bloqués à Poitiers par Laurent Fabius en 1983... Au même moment sont arrivés les fonds d'investissement spéculatifs, les LBO, qui ont souvent poussé à des objectifs trop exigeants à court terme. Devant cette double pression des actionnaires et de la compétition japonaise, le management des entreprises manufacturières américaines a capitulé et a choisi la facilité en allant chercher de la main-d'œuvre dans les pays pas chers. Le premier pas est franchi en 1994 avec l'Alena (ou Nafta), l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada. C'est aussi le moment où les partis politiques de gauche, américains mais aussi français et anglais, basculent. Voyant que les usines allaient disparaître et donc les ouvriers avec, ils laissent tomber les classes populaires - pourtant leur électorat traditionnel - pour se tourner vers la défense des minorités. À l'époque, seul le président d'EDS, Ross Perot, avait dénoncé une tactique de délocalisation massive et déclaré dans une phrase célèbre, qu'on allait « en-

déclaré dans une phrase célèbre, qu'on allait « entendre un gigantesque bruit de succion des emplois américains vers le Mexique ». C'est ce qui s'est passé. L'étape d'après a été l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Les Américains ont toléré le dumping, le transfert de technologies, dans une démarche très naïve, croyant encourager la libéralisation du régime, dans un contexte de « fin de l'histoire » et de victoire des démocraties libérales. Ils étaient loin d'imaginer que la Chine allait inventer quelque chose de jamais vu : une économie ultralibérale dans un système de parti unique autoritaire.

La mondialisation est pourtant la promesse de nouveaux débouchés. Vous, le libéral, allez-vous plaider pour un retour au protectionnisme ?
Le libre-échange marche très bien entre pays similaires, il est créateur de prospérité quand tout le monde est soumis aux mêmes règles. Or, trois générations de capitalisme s'affrontent : le capitalisme 1.0, type Zola ou Dickens, avec peu de normes sociales, qui est celui de la Chine ; le capitalisme 2.0, qui était celui de l'Europe du XX^e siècle, avec l'émergence des lois de protection sociale ; et le capitalisme 3.0 des Occidentaux, qui prend en compte les normes environnementales. Mettre en compétition des économies à des stades de développement aussi différents est une hérésie.

Est-ce aujourd'hui à un moment clé de rupture ?
On est au début de la prise de conscience. Même s'il est caricatural, Trump a été le premier à dire stop. Il a commencé à travailler sur les normes sociales : il a contraint le Mexique à augmenter les salaires dans l'automobile - on le sait peu ! - pour limiter la concurrence sur l'industrie américaine. Il a doté les accords commerciaux d'un chapitre social étoffé, avec sanctions financières à la clé. L'Europe, très en retard, ne l'a pas fait.

En quoi consiste ce nouveau « contrat mondial » que vous proposez ?
Il faut revenir à nos valeurs et arrêter de donner une prime aux exploités et aux pollueurs. Pour cela, il faut créer un principe de compensation sociale, une « taxe sociale » pour compenser les écarts de salaires, à l'image de la taxe carbone aux frontières sur laquelle travaille l'Union européenne. Je propose de reverser une partie de cette taxe, via des ONG, aux pays émergents pour les aider à converger vers nos normes sociales et environnementales. L'autre partie pourra financer l'aide aux personnes et aux régions les plus touchées par les délocalisations. Bien sûr, cela va renchérir le prix des produits manufacturés pour les consommateurs. C'est pourquoi je prône de se limiter aux industries stratégiques : télécoms, transports, énergie. Mais c'est le prix à payer pour conserver nos valeurs et nos emplois, protéger nos classes populaires et notre souveraineté. ■

Il faut revenir à nos valeurs et arrêter de donner une prime aux exploités et aux pollueurs. Pour cela, il faut créer un principe de compensation sociale, une « taxe sociale » pour compenser les écarts de salaires, à l'image de la taxe carbone aux frontières sur laquelle travaille l'Union européenne. Je propose de reverser une partie de cette taxe, via des ONG, aux pays émergents pour les aider à converger vers nos normes sociales et environnementales.

DENIS PAYRE

JOURS DE FRANCE

FRANCK DUBOSC
SOUS LE RIRE
POINTE LA GRAVITÉ

ELIZABETH II
Et après ?

Le 21 avril, la reine fêtera ses 95 ans et les rumeurs d'abdication ont repris. L'avenir de la monarchie britannique est suspendu à son état de santé. Portrait d'une femme hors norme et scénario d'une régence.

ZIZI JEANMAIRE
SA GARDE-ROBE SAINT LAURENT
VENDUE AUX ENCHÈRES

L'actualité heureuse

À la rencontre des stars et du Galva. Dans les châteaux qui font la richesse de la France. Les plus belles sagas familiales. Des idées de voyages et d'adresses gourmandes. Et des conseils bien-être pour valir la vie avec optimisme.

Actualisation chez votre marchand de journaux et sur www.lfigaro.fr

JOURS DE FRANCE

NOUVEAU